



ASSEMBLÉE NATIONALE

15ème législature

Situation des agriculteurs

Question au Gouvernement n° 2304

Texte de la question

SITUATION DES AGRICULTEURS

M. le président. La parole est à M. Nicolas Turquois.

M. Nicolas Turquois. Monsieur le ministre de l'agriculture et de l'alimentation, partout en France, des milliers d'agriculteurs manifestent aujourd'hui même leur colère et leur désarroi. Au nom du groupe du Mouvement démocrate et apparentés, je tiens à leur témoigner tout notre soutien et à leur exprimer la reconnaissance que le pays leur doit pour leur force de travail indispensable à l'économie française, la qualité de l'alimentation qu'ils nous fournissent chaque jour, mais aussi leur contribution quotidienne à l'aménagement de nos territoires et à la préservation de nos paysages. (Applaudissements sur les bancs du groupe MODEM et sur quelques bancs du groupe LR.)

Bien entendu, notre agriculture doit continuer à évoluer vers des méthodes plus durables et respectueuses de l'environnement. À cet égard, monsieur le ministre, je salue la décision que vous avez prise hier soir au sujet des chambres d'agriculture, qui sont à même d'accompagner la transformation attendue de notre modèle agricole. Les agriculteurs y sont prêts.

M. Maxime Minot. Heureusement que Les Républicains étaient là !

M. Nicolas Turquois. En dépit de leur savoir-faire et de la qualité de leur travail, les agriculteurs ressentent, depuis plusieurs années déjà, un profond malaise. Le constat est sans appel : notre agriculture ne rémunère pas suffisamment ses agriculteurs, malgré des financements publics importants. Les exploitants agricoles souffrent d'une défiance croissante de la part de leurs concitoyens : champs d'essai fauchés en toute impunité, photos d'élevages retouchées et publiées hors de leur contexte, agressions verbales parfois quotidiennes, ne donnant lieu à aucune poursuite, à l'encontre d'agriculteurs qui effectuent tout simplement des traitements dans leurs exploitations... La coupe est pleine. Nous devons envoyer des signaux positifs aux agriculteurs. L'agriculture française est l'un de nos plus grands atouts et doit être l'une de nos plus grandes fiertés.

M. Pierre Cordier. On ne dirait pas que vous êtes dans la majorité !

M. Nicolas Turquois. Monsieur le ministre, que comptez-vous faire pour soutenir la rentabilité des exploitations agricoles, et pour exprimer aux agriculteurs toute la confiance qu'ils méritent ? (Applaudissements sur les bancs du groupe MODEM.)

M. le président. La parole est à M. le ministre de l'agriculture et de l'alimentation.

M. Didier Guillaume, ministre de l'agriculture et de l'alimentation. Je m'associe au soutien que vous venez

d'exprimer à l'égard du monde agricole et des agriculteurs, eux qui manifestent aujourd'hui et qui ont besoin du soutien de la nation tout entière.

M. Maxime Minot. Il serait temps !

M. Thibault Bazin. Des mots !

M. Didier Guillaume, ministre. Et eux qui n'ont pas besoin de politique politicienne à six mois des élections municipales ! Ce qui compte, c'est l'action que nous voulons mener à leur égard.

M. Laurent Furst. Et la loi EGALIM, elle sert à quoi ?

M. Didier Guillaume, ministre. C'est la raison pour laquelle je me suis exprimé à plusieurs reprises à ce sujet, et pour laquelle Mme Nicole Belloubet, garde des sceaux, a adressé une instruction à tous les procureurs de la République. Ce ne sont pas des mots, mais des actes ! C'est aussi la raison pour laquelle j'ai envoyé un courrier à M. Christophe Castaner afin que les exactions commises contre les agriculteurs ne restent pas impunies. Là non plus, ce ne sont pas des mots, mais des actes ! (*Exclamations sur les bancs du groupe GDR et du groupe SOC.*)

Il est inacceptable que quiconque pénètre par effraction dans des élevages, qui sont des propriétés privées. Le travail des agriculteurs et leurs propriétés doivent être protégés. Il n'est pas plus supportable que des citoyens fassent irruption dans un champ et contraignent un agriculteur à descendre de son tracteur en le traitant d'empoisonneur ou de pollueur.

Pour la troisième année consécutive, l'agriculture française a été distinguée comme la plus durable au monde. L'alimentation française est la plus saine, la plus durable et la plus sûre du monde. Elle doit faire notre fierté. (*Applaudissements sur les bancs du groupe MODEM et sur quelques bancs du groupe LR.*)

M. Thibault Bazin. Ça va être les élections municipales !

M. Didier Guillaume, ministre. Vous savez pertinemment qu'aujourd'hui, certains se perdent en verbiage tandis que d'autres travaillent. Vous avez voté la loi EGALIM, et elle porte ses fruits en faveur de la transition agroécologique et du revenu des agriculteurs. Il faut absolument que les paysans vivent de leur travail, mais vous savez pertinemment, mesdames et messieurs de l'opposition, que ce n'est ni vous ni le Gouvernement qui fixe les prix : c'est le libre-échange.

M. Ugo Bernalicis. C'est bien le problème !

Données clés

Auteur : [M. Nicolas Turquois](#)

Circonscription : Vienne (4^e circonscription) - Mouvement Démocrate et apparentés

Type de question : Question au Gouvernement

Numéro de la question : 2304

Rubrique : Agriculture

Ministère interrogé : Agriculture et alimentation

Ministère attributaire : Agriculture et alimentation

Date(s) clé(s)

Question publiée au JO le : [6 novembre 2019](#)

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue dans le journal officiel le [6 novembre 2019](#)